

Protection de l'Environnement
DDPP DU RHONE
Service Protection de l'Environnement
245 rue Garibaldi
69422 Lyon Cedex 03

Lyon, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EARL ELEVAGE ALLABOUVETTE

230 CHEMIN DE VELLEREY
69330 Pusignan

Références : PNE2024-105
Code AIOT : 0056900387

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement EARL ELEVAGE ALLABOUVETTE implanté 230 CHEMIN DE VELLEREY 69330 Pusignan. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL ELEVAGE ALLABOUVETTE
- 230 CHEMIN DE VELLEREY 69330 Pusignan
- Code AIOT : 0056900387
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation en polyculture, élevage porcin sur 260 ha de SAU. Sur le site, il n'y a que de l'engraissement de porcs. 2 bâtiments d'engraissement avec 2000 places au total et 1 bâtiment de post sevrage avec 1015 places.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Fuite dans le milieu
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Disposition générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5	Sans objet
2	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
3	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
4	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11	Sans objet
6	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
7	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
8	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
9	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	Sans objet
10	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
11	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
12	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23	Sans objet
13	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installation classées n'a relevé aucune anomalie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Implantation
Prescription contrôlée : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : -100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des

logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
Constats : L'habitation la plus proche est celle des anciens exploitants (situées à moins de 100 m des bâtiments d'élevage). Aucune autre habitation située dans ce rayon. L'exploitation est entourée de terres agricoles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
Constats : L'exploitant tient un registre sécurité avec les plans du site, des bâtiments et des installations annexes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : L'exploitant dispose de toutes les FDS des produits chimiques utilisés sur son exploitation. Elles sont présentes dans le registre sécurité.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 4 : Prévention des accidents
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Les locaux sont très propres. Aucune présence constatée d'amas de poussières ou des matières polluantes
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.
Constats : Les bâtiments d'élevage, complètement fermés, sont de type caillebotis avec fosse sous caillebotis. Un grand silo de maïs 3 murs bétonnés avec radier étanche.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Les bâtiments sont accessibles de jour par les services d'incendie et de secours.

Le site est fermé la nuit par une barrière avec un affichage d'un numéro d'urgence à contacter pour l'ouverture de celle-ci.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.
Constats : Présence d'une poche d'eau de 450 m ³ dans l'enceinte de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Constats : L'exploitant a présenté son dernier contrôle de l'installation électrique, certificat Q18, du 19/09/2024 sans non conformité majeure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
Thème(s) : Autre, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
Constats :

Des mesures sont prises pour limiter les consommations d'eau comme la préparation des soupes qui est automatisée ou la diffusion d'air frais dans les bâtiments afin de limiter la consommation d'eau par les animaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Autre, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur.
Constats : Les quantités prélevées soit sur le réseau soit via le forage, sont relevées mensuellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre l'incendie
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : L'exploitation est équipée de 24 extincteurs portatifs. Les dernier contrôle de ces extincteurs a été réalisé le 4 aout 2023. L'exploitant a repris contact avec la société pour l'inspection 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23
Thème(s) : Produits chimiques, Collecte et stockage des effluents
Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements

de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.
Constats : Les équipements sont équipés de fosses sous caillebotis. Deux fosses extérieures pour le stockage des lisiers, respectivement de 1200 m3 et 900 m3, sont présentes sur l'exploitation . Ces ouvrages sont couverts par une bâche imperméable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.
Constats : Les bâtiments sont équipés d'un système de laveur d'air qui abat complètement les odeurs. Aucune nuisance olfactive relevée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite